

Mr PORTIGLIOTTI Roberto
residenza : 62 rue du marché
-73600- Môtiers
port : 06.12.20.23.01

Unico Domicile fiscale :
Piazza Bataglione Cervino 21.
11100 Aosta (AO)

Direction dept finances publique de Savoie
BP 17
71 rue de Gascogne BP 206
73604 Môtiers Cedex

Affaire suivie par Mr Laugier

RECOMMANDEE AR
OBJETS : Contrôle comptabilité
Droit international applicable

Môtiers le 12 fevrier 2011

Monsieur Laugier,

J'ai pris connaissance de votre lettre du 28 janvier 2011 qui a croisé la mienne du 5 février 2011 à laquelle vous n'avez pas encore répondu.

a. Vous devez répondre encore :

Si vous n'avez pas notifié à l'Italie le Traité de la Savoie votre contrôle ne vaut rien. Il est illégal.

Et l'enregistrement à l'ONU est aussi obligatoire et vous devez l'avoir fait sinon le fisc français est au plus mal. Donnez moi les références de la notification et de l'enregistrement sinon et on peut discuter car sinon vous n'avez plus le droit de percevoir les impôts en Savoie et encore moins de faire un contrôle pour taxer un val d'aostin qui a déjà déclaré et payé ses impôts côté italien.

La ratification du traité de Turin du 24 mars 1860 ne pose pas de problème et l' 'enregistrement du Traité de Paris du 10 février 1947 non plus. Moi je parle de la notification et de l'enregistrement à l'ONU du Traité de Turin par l'article 44 paragraphes 1-2-3. Arrêtez les embrouilles, je ne suis pas un idiot et vous non plus. Un peu de sérieux s'il vous plait.

b. Vous dites quelque chose juridique et l'inverse alors quoi ?

Dans une lettre du //2010 d'un copain à moi, les impôts français ils disent que les conventions internationales ce n'est pas fiscal et dans votre lettre du 28 janvier 2011 vous me parlez à moi de la convention internationale du 5 octobre 1989 pour continuer de me réclamer de l'argent que j'ai déjà payé.

En plus vous me réclamé de la Tva française sur un sous traitant ? et sur 7 années ? et en plus sur du travail déclaré et déjà fiscalisé en italia + un montant qu'il est du délirium que un homme il pose de la loze 10 heures de suite et 700 jours par an???

C'est quoi la logique ? Expliquez moi tout de suite avant de continuer l'erreur de fous que vous faites.

c. Mon domicile fiscale c'est le Val d'aoste alors arretez de me conseiller les grosses erreurs et maintenant une nouvelle de me dire d'écrire à Paris et pas à Rome qui est la ville de mon unico domicile fiscale que vous savez avec l'attestation que je vous ai déjà donner mais si vous l'avez perdu je vous la redonne.

Le traité du 24 mars 1860 il est écrit « tenu pour abrogé » si vous n'avez pas notifié et enregistré parceque la France elle doit respecter la Loi internationale et en premier votre Traité de Paris qu'il est le votre et qu'il a été signé à Paris et pas à Rome le 10 février 1947.

d. Votre lettre RAR du 7 février je répons ça :

D'abord vous devez répondre à ma lettre du 5 février d'abord avant de me reprocher de pas donner des papiers que vous avez déjà et notamment la liste de la clientèle des entreprises en France et l'attestation fiscale de vos homologues italiens comme quoi je paye déjà.

Mon comptable français de IN EXTENSO à Moûtiers c'est moi qui l'ai viré parce qu'il a peur de vous et de votre contrôle et incapable de vous contrer quand vous remontez pour essayer de me faire le gangster fiscale internazionale hsur 7 années porco dio...

Je suis toujours à votre disposition mais d'abord répondez aux questions juridiques et à cette lettre aussi.

La diplomatie italienne elle va pas comprendre votre position si vous continuez comme ça je pourrais même pas leur expliquer ce qui se passe aux impôts ici en Savoie.

Veillez agréer, Monsieur Laugier, l'expression de mes salutations très distinguées.

Roberto Portigliotti

- Copie : lettre de Mr PESSOZ qui dit que les traités c'est pas fiscal !!!

- Mi Attestazione Domicile fiscale au val d'aoste

